

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

de la commune de Frontignan

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

23/04/2019

24 AVR. 2019

Retiré le

MAIRIE DE FRONTIGNAN

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF
LE 09 AVRIL A 18 HEURES 30

LE CONSEIL MUNICIPAL DE CETTE COMMUNE, RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 01 AVRIL 2019, S'EST REUNI AU NOMBRE PRESCRIT PAR LA LOI, SALLE VOLTAIRE A FRONTIGNAN EN SESSION ORDINAIRE, SOUS LA PRÉSIDENTE DE MADAME CLAUDIE MINGUEZ, 1^{ÈRE} ADJOINTE AU MAIRE.

PRÉSENTS : Pierre BOULDOIRE, Claudie MINGUEZ, Michel ARROUY, Mireille BERTRAND, Michel GRANIER, Sabine SCHÜRMANN, Olivier LAURENT, Victoria BONNET-SOLÉ, Jean-Louis BONNERIC (adjoints) – Kelvine GOUVERNAYRE, Loïc LINARES, Claude LEON, Gérard ARNAL, Nathalie GLAUDE, Max SAVY, Simone TANT, Jean-Louis PATRY, Yannick COQUERY, Ange GRIGNON, Michel SALA, David JARDON, Renée DURANTON-PORTELLI, Gérard PRATO, Philippe LOUE Jean-Claude ALQUIER, Guilaine TOUZELLIER (conseillers municipaux).

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES : Youcef EL AMRI (procuration à Michel ARROUY), Caroline SUNE (procuration à Claudie MINGUEZ), Eric BRINGUIER (procuration à Max SAVY), Sarah MASSON (procuration à Pierre BOULDOIRE), Michel VOGT (procuration à Philippe LOUE), Marie-Ange PALAMARA (procuration à Gérard ARNAL).

ABSENTES EXCUSEES : Pascale GREGOGNA, Paula LEITAO, Nathalie HEMMER.

OBJET : Environnement : Elaboration du règlement local de publicité : arrêt du projet.

N/REF : PB/DB/FAA - N°2019-167.

M. Loïc Linares rappelle que par délibération du 26 septembre 2018, le conseil municipal a prescrit la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Frontignan, et a fixé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation du public à ce titre.

La prescription de ce règlement local a pour objectifs :

- La prise en compte des évolutions législatives et réglementaires, notamment la loi portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, et la loi n° 2016-925 du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- L'affirmation de façon transversale d'un droit au paysage et sa déclinaison ;
- La sécurisation de la préservation de la qualité des paysages peu impactés par la publicité extérieure : secteurs résidentiels, secteurs littoraux, massif de la Gardiole et vignoble AOP, abords de l'église Saint Paul et de la chapelle des pénitents ;
- L'amélioration de la qualité de paysages des zones d'activités, des axes viaires structurants du territoire communal et des différentes entrées de ville.

Depuis son lancement, la procédure a fait l'objet d'une concertation du public comme évoqué précédemment dans le bilan de la concertation avec la mise à disposition d'un dossier dans lequel ont été versées les études et autres documents relatifs au projet. Ce dossier était accompagné d'un registre de concertation permettant à toute personne intéressée de formuler des observations, soit directement sur le registre, soit par le site internet dédié de la Ville. Une réunion publique a eu lieu le 13 décembre 2018 à la salle Voltaire à Frontignan.

Les personnes publiques dites « associées » notamment les services de l'Etat, les collectivités locales, les chambres consulaires ont été sollicités à travers une réunion intervenue le 14 novembre 2018 qui a permis d'échanger sur ce projet.

Le 07 février 2019, est intervenue, en séance du conseil municipal, le débat sur les orientations générales du projet de RLP qui, pour mémoire, sont les suivantes :

- Limiter la place des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol qui peuvent avoir un impact important sur le paysage de la commune ;

- Réduire la densité ainsi que le format des publicités sur mur ou clôture aveugles pour être adapté au contexte local ;
- Limiter l'implantation de dispositifs numériques ;
- Renforcer la plage d'extinction nocturne des dispositifs lumineux ;
- Renforcer les règles applicables à la publicité supportée par le mobilier urbain pour maintenir la qualité des paysages ;
- Restreindre la réglementation applicable aux enseignes perpendiculaires ;
- Limiter la place des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol dont l'impact est important pour le paysage ;
- Éviter l'implantation d'enseignes sur toiture ;
- Encadrer les enseignes sur clôture.

Ce débat a permis d'apporter des précisions d'ordre général sur l'entrée en vigueur des dispositions du RLP approuvé et de confirmer la priorité de la ville de protéger les paysages sur le maintien du niveau de recettes pouvant être générées par TLPE applicable sur la publicité.

Il est rappelé que le règlement local de publicité comprend :

- Un rapport de présentation,
- Un règlement,
- Des annexes graphiques.

Le projet de règlement restreint les dispositions nationales applicables à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique et prévoit notamment :

- 4 zones de publicité instituées sur le territoire communal :
 - Zone de publicité 1 (ZP1) couvre le périmètre délimité des abords des monuments historiques situé en centre-ville de Frontignan ;
 - Zone de publicité 2 (ZP2) couvre les secteurs de sensibilité paysagère (cônes de visibilité) et les entrées/sorties de ville ;
 - Zone de publicité 3 (ZP3) couvre les secteurs agglomérés de moins de 10.000 habitants (Frontignan plage, zones d'activités,...) ;
 - Zone de publicité 4 (ZP4) couvre l'agglomération principale de Frontignan et la Peyrade comptant plus de 10.000 habitants hors ZP1 et ZP2.
- En matière de règles applicables dans ses différentes zones, on trouve principalement :
 - En ZP1, une interdiction totale des publicités et des pré-enseignes conformément à l'article L 581-8 du code de l'environnement ;
 - En ZP2, une interdiction des publicités et pré-enseignes ;
 - En ZP3, des règles de densité plus strictes que le règlement national interdisant toute publicité ou pré-enseigne sur une unité foncière longeant une voie publique d'une longueur inférieure à 25 m et n'autorisant qu'une seule publicité par unité foncière. Il est rappelé que, dans cette zone, la surface est limitée, par le RNP, à 4 m² et à une hauteur maximale de 6 m et que les publicités ou pré-enseignes posées ou scellées au sol sont interdites ;
 - En ZP4, les publicités ou pré-enseignes lumineuses sur toiture ou terrasse sont interdites. Les publicités et pré-enseignes non lumineuses apposées sur un mur, une clôture aveugle ou scellées ou posées au sol ne peuvent avoir une surface supérieure à 4 m² avec une hauteur maximale évoluant selon les cas entre 4 et 6 m. Par ailleurs, des règles de densité plus strictes que le règlement national interdisent toute publicité ou pré-enseigne sur une unité foncière longeant une voie publique d'une longueur inférieure à 25 m et n'autorisant qu'une seule publicité ou pré-enseigne par unité foncière. La publicité numérique au sol ne doit pas avoir une surface supérieure à 2 m², ni s'élever à plus de 3 m au-dessus du niveau du sol ;
 - En ZP3 et ZP 4, la plage d'extinction nocturne est étendue de 23H à 6H du matin au lieu de 1H à 6H.

- Sur toutes les zones, les enseignes sont interdites sur les arbres, les clôtures non aveugles, les auvents et marquises, les garde-corps de balcons, les toitures ou terrasses en tenant lieu. Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ne peuvent avoir une surface unitaire excédant 6 m² et ne peuvent s'élever à plus de 4m au-dessus du sol et avoir une largeur supérieure à 1,5 m. Les enseignes de moins d'1 m², sont limitées en nombre à 1 par voie longeant l'activité signalée, et ne peuvent s'élever à plus de 1,5 m au-dessus du sol. Les enseignes sur clôture aveugle sont limitées à 1 le long de chacune des voies longeant l'activité signalée et la surface est limitée à 2 m². La plage d'extinction nocturne est étendue entre 23H et 6H (au lieu de 1H à 6H) sauf si l'activité cesse ou commence dans ces créneaux où, dans ces cas, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité ou allumées une heure avant la reprise de l'activité.

Tous ces éléments sont développés en détail dans le dossier de projet de règlement local de publicité à arrêter et demeureront annexés à la présente délibération.

En conséquence, et après avoir tiré le bilan de la concertation, M. Loïc Linares propose au conseil municipal :

- D'arrêter le projet de règlement local de publicité (RLP) de la commune de Frontignan tel qu'il demeurera annexé à la délibération,
- De dire que conformément aux articles L 153-16, L 153-17 et L 132-12 du code de l'urbanisme, le projet de RLP sera transmis pour avis :
 - Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme,
 - Aux communes limitrophes qui ont demandé à être consultées,
 - Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui ont demandé à être consultés,
- Précise que, conformément à l'article L 581-14-1-3° du code de l'environnement, le projet de RLP arrêté sera transmis pour avis à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites,
- Précise que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
LE RAPPORTEUR ENTENDU,
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

- **ARRETE** le projet de règlement local de publicité (RLP) de la commune de Frontignan tel qu'il demeurera annexé à la délibération ;
- **DIT** que conformément aux articles L 153-16, L 153-17 et L 132-12 du code de l'urbanisme, le projet de RLP sera transmis pour avis :
 - Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme,
 - Aux communes limitrophes qui ont demandé à être consultées,
 - Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui ont demandé à être consultés,

- **PRECISE** que, conformément à l'article L 581-14-1-3° du code de l'environnement, le projet de RLP arrêté sera transmis pour avis à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites ;
- **PRECISE** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

24 AVR. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.

Pour extrait conforme, Frontignan
Les jour, mois et an que dessus



Pierre Boulidoire
Maire



Département de l'Hérault

Commune de Frontignan

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Bilan de la concertation

n° 112

Affiché le 23/04/2019

Retiré le

MAIRIE DE FRONTIGNAN



PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

24 AVR. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Sommaire

Introduction.....	3
Compte-rendu et remarques issues de la réunion de concertation avec les personnes publiques associées (PPA) du 14 novembre 2018.....	4
Compte-rendu et remarques issues de la réunion publique du 13 décembre 2018.....	7
Courriers et mails reçus	8
Remarques issues du registre en mairie.....	11

Introduction

La concertation a permis d'informer les professionnels, les associations mais aussi les habitants et de recueillir leurs remarques sur le projet de RLP du territoire.

La commune a ainsi prévu dans sa délibération de prescription les modalités de concertation suivantes :

- *un dossier comportant les documents relatif au projet, au fur et à mesure de leur élaboration, sera mis à la disposition du public à la Direction de l'urbanisme et de l'aménagement sise quai du Caramus, aux jours et heures habituels de bureau ;*
- *Un registre sera mis à disposition dans le locaux de la direction de l'urbanisme et de l'aménagement, sise quai du Caramus aux jours et heures habituels de bureaux jusqu'à l'arrêt du projet afin de recueillir les remarques de la population sur le règlement local de publicité ;*
- *l'adresse mail : concertation.rlp@frontignan.fr sera mise à disposition jusqu'à l'arrêt du projet afin de recueillir les remarques de la population sur le règlement local de publicité ;*
- *au moins une réunion publique concernant le projet en cours d'élaboration sera également organisée à destination de toutes personnes intéressées.*

Ces modalités ont été intégralement réalisées. La réunion publique s'est tenue le 13 décembre 2018 salle Voltaire à Frontignan.

Par ailleurs, une réunion avec les personnes publiques associées a également eu lieu le 14 novembre 2018.

Compte-rendu et remarques issues de la réunion de concertation avec les personnes publiques associées (PPA) du 14 novembre 2018

Une réunion de concertation avec les PPA a eu lieu sur le projet de RLP de la commune le 14 novembre 2018 en mairie entre 16h00 et 17h30. Son objectif était d'informer et de recueillir les remarques des PPA sur le projet.

En dehors des élus et services de la commune, accompagnés par leur conseil, les PPA suivantes étaient présentes :

- Mme Dalila Cheik-Boukal, chargé de mission commerce de Sète Agglopôle méditerranée et M. Mario Dell'ova, directeur service urbanisme pôle est de Sète agglopôle méditerranée ;
- M. David Cottalorda, syndicat mixte du bassin de Thau ;
- Mme Edwige Moreno, chargée de mission à la DDTM 34.

M. le Maire introduit la démarche initiée par la commune en matière de RLP. Le bureau d'études présente ensuite le pré-projet envisagé par la commune, sur la base d'un diagnostic réalisé au printemps dernier.

Il est précisé que la situation dressée par ce diagnostic a quelque peu évolué du fait de l'intervention des services de l'État en application du RNP qui a tout de même occasionné l'enlèvement de 20 à 25 dispositifs publicitaires.

Cet exposé présente tout d'abord les règles et les problématiques envisagées par « agglomération » au sens du code de l'environnement et selon qu'il s'agit de publicités et de pré-enseignes ou d'enseignes.

Un débat plus général s'ensuivra, comme dit ci-dessous.

I-. En ce qui concerne le traitement des publicités et des pré-enseignes.

Il est rappelé qu'un RLP doit s'efforcer d'observer un équilibre entre les enjeux économiques et environnementaux. Il n'est ainsi en principe pas possible juridiquement d'interdire toute publicité ou de prévoir des règles qui indirectement interdiraient toute publicité, du fait du risque de requalification de ce type de règles en interdiction générale et absolue.

En termes de densité publicitaire envisagée, il est précisé qu'un linéaire minimal d'implantation sera fixé pour l'installation d'une publicité le long d'une unité foncière. Ce linéaire pourrait être de 15 mètres en valeur médiane observée sur certains secteurs du boulevard urbain central (BUC) (qui concentre la plupart des publicités et pré-enseignes présentes sur la commune). Cette valeur permettrait notamment d'éviter le risque de requalification de cette règle en interdiction générale et absolue, puisqu'elle n'interdirait pas la mise en place de publicité dans 50 % des propriétés attenantes au BUC. Cette règle paraît a priori cohérente aux participants, et paraît être présente dans la plupart des RLP.

Il est précisé que l'application de cette règle exigeant un linéaire suffisant doit en principe être limitée à certaines zones clairement identifiées d'un territoire, sauf à encourir le risque de requalification en interdiction générale et absolue.

Mme la représentante de SAM évoque la situation peut être spécifique des publicités et préenseignes au sein de la zone commerciale des « portes du soleil » et la Ville annonce qu'elle se penchera sur l'éventualité de règles particulières.

La règle du RNP sur ce point, basée sur l'application d'une longueur initiale de 40 ml (puis par longueur supplémentaires de 80ml) en vigueur est exposée.

Mme la représentante de la DDTM précise que la hauteur au sol des publicités notamment scellées au sol pourrait être abaissée à 4 mètres (contre 6 mètres pour l'heure envisagé). Cela serait cohérent avec l'idée de réduire la hauteur au sol des enseignes scellées au sol à 4 mètres maximum.

M. le Maire rappelle que les entrées de Ville sont aussi des sorties et, à ce titre, elles laissent une dernière image du territoire. M. le Maire souhaite que cette image soit le paysage plutôt qu'un panneau publicitaire. Il est proposé d'ajouter un secteur d'interdiction de la publicité et des préenseignes aux abords des entrées de Ville où la dimension paysagère est particulièrement prégnante et également en ménageant au sein du territoire des cônes de visibilité mettant en valeur les points de vue sur les espaces naturels, cônes de visibilité pratiquement vierge de dispositifs publicitaires sur pieds ou posés au sol.

Mme la représentante de la DDTM rappelle qu'effectivement, les règles du RNP en vigueur sur cette problématique peuvent avoir des effets bénéfiques moindres sur le but recherché.

Les effets favorables pour le paysage de la fixation d'une densité réduite des dispositifs sont évoqués, et la Ville se penche ensuite sur la problématique particulière de la mise en place de zones d'interdiction (« zones blanches »).

Le représentant du bureau d'études estime qu'effectivement, il conviendra de se pencher précisément sur le risque juridique lié à la mise en place de « zones blanches », sans doute in fine à analyser au regard des enjeux dans un contexte pouvant être particulièrement sujet à contentieux.

M le maire confirme la nécessité pour la Ville de mener une analyse précise quant à ces zones blanches dans le but de mettre en place la protection nécessaire du paysage.

Des échanges s'engagent sur les difficultés inhérentes à ce projet, notamment en termes de requalification en interdiction générale et absolue de fait, la Ville se déclarant confiante dans la mise en place de zonages adaptés et cohérents, parmi lesquels certains feraient l'objet de règles strictes dictées par les enjeux environnementaux et d'autres feraient l'objet de peu de contraintes.

Est donc pris acte d'un nécessaire travail d'affinement de cette problématique.

II-. En ce qui concerne les enseignes.

La notion d'enseigne est précisée et sa relation immédiate au bâtiment recevant l'activité signalée, mise en exergue.

Sur les enseignes perpendiculaires, il est précisé que certaines dispositions existent souvent dans les PLU alors que seul un RLP peut réglementer les enseignes.

III-. Les échanges transversaux.

Les participants se voient rappelés les conditions d'entrée en vigueur différée d'un RLP. La Ville s'interrogeant sur des possibilités d'entrée en vigueur anticipée, il lui est précisé que, d'une part, cette possibilité n'est pas prévue par les textes mais que, d'autre part, il n'est en principe pas observé de comportements de contournement par anticipation à la veille de l'adoption d'un RLP.

Mme la représentante de SAM attire l'attention des participants sur l'intérêt à accompagner la mise en place de ce RLP d'une politique fiscale adaptée.

Il est rappelé que la compétence d'application du RLP relèvera du maire, et non plus des services d'État.

La DDTM rappelle que le projet sera soumis à avis de la CDNPS après arrêt de celui-ci. Par ailleurs, les services de l'État travaillent sur un projet de « porter à connaissance » afin d'informer la commune sur le droit applicable en matière de publicité extérieure et de produire une note d'enjeux paysagers.

Enfin, le calendrier est rappelé. L'arrêt du projet est envisagé pour le premier semestre 2019. L'approbation du projet de RLP serait alors envisagée en fin d'année 2019.

Compte-rendu et remarques issues de la réunion publique du 13 décembre 2018

Une réunion publique de concertation a eu lieu sur le projet de RLP de la commune le 13 décembre 2018 à la salle Voltaire de Frontignan entre 18h30 et 20h00. Son objectif était d'informer et de recueillir les remarques du public sur le projet.

En dehors des services et des élus de la commune, environ 25 personnes étaient présentes.

M. le Maire introduit la démarche initiée par la commune en matière de RLP. Le bureau d'études présente ensuite le pré-projet envisagé par la commune, sur la base d'un diagnostic réalisé au printemps dernier.

Un temps d'échanges est ensuite consacré au projet. Les premières questions portent essentiellement sur l'aspect fiscal de la publicité extérieure. Un commerçant rappelle qu'il est taxé à Frontignan et pas sur une autre commune où il travaille. Il est rappelé que le projet de RLP n'a pas de dimension fiscale. Son objectif est uniquement de fixer un cadre local pour les dispositifs relevant de la publicité extérieure (formats, densité, implantation, etc.). Il est expliqué que cette taxe est facultative pour les communes. M. le Maire rappelle qu'un débat peut avoir sur cette taxe. Toutefois, il précise que ce choix participe d'une politique plus générale d'impôts locaux qui visent à maintenir la gratuité d'autres services comme par exemple le stationnement.

Une personne demande s'il existe d'autres RLP à l'échelle de l'agglomération du bassin de Thau. A priori, les communes de Sète et Gigan ont un RLP.

Les autres questions portent sur l'application du RLP et en particulier sur la mise en conformité. Quels délais ? Quels moyens ? Il est rappelé que les enseignes disposent de 6 ans pour se conformer à la nouvelle réglementation locale dès qu'elle est approuvée (fin 2019 au regard du calendrier prévisionnel). Pour les publicités et préenseignes, ce délai est de 2 ans. Au regard du projet actuel, une disparition des « 4 par 3 » publicitaires interviendra donc à partir de fin 2021. Une personne précise qu'il serait bien de faire appliquer la plage d'extinction nocturne (aujourd'hui entre 1h et 6h et demain entre 23h et 6h). Cela ferait, selon lui, économiser la consommation électrique de plusieurs réacteurs nucléaires. L'extension de la plage d'extinction nocturne du projet de RLP a pour but de limiter la pollution lumineuse et également de limiter le gaspillage énergétique d'enseignes allumées la nuit alors que l'activité en question est fermée. Il est d'ailleurs précisé que les activités qui s'exercent la nuit peuvent maintenir leurs enseignes allumées.

Les autres questions évoquées lors de la réunion publique portent essentiellement sur des domaines connexes à la publicité extérieure en particulier l'urbanisme mais sans conséquence sur le projet présenté :

- Entretien des façades commerciales qui relèvent de déclaration de travaux ;
- Charte de devantures commerciales (demande d'une commerçante si des recommandations de la ville existe pour aller plus loin notamment sur les matériaux, les couleurs, etc. – voir le guide de la ville conçu avec le CAUE) ;

- Implantation des systèmes de ventilations en toiture ou façade.

L'ordre du jour étant épuisé, chacun ayant pu s'exprimer à sa convenance, la réunion publique est close à 20h00.

Courriers et mails reçus

Remarques de l'association *Paysages de France*

L'association Paysages de France a fait part de ses observations sur le projet de RLP de la ville de Frontignan par courriel le 21 mars 2019. La commune remercie l'association d'avoir formulé des remarques sur le projet de RLP. Le document transmis par l'association est présenté ci-dessous.

La commune précise que :

- juridiquement, il semble difficile d'interdire toute forme de publicité autre que celle mentionnée dans le RLP. C'est pourquoi cette rédaction n'a pas été retenue.
- sur l'interdiction de la publicité scellée au sol en ZP4, ce point n'est pas retenu afin de conserver l'équilibre dans le projet entre enjeux environnementaux et économiques.
- la plage d'extinction nocturne retenue est 23h-06h (hors mobilier urbain) pour toutes les zones de publicité.
- les publicités numériques demeurent autorisées uniquement en ZP4 afin de ne pas générer de risque contentieux en les interdisant totalement (en tant que publicité lumineuse, elles devront être éteintes entre 23h et 06h.
- pour ce qui concerne la publicité sur le mobilier urbain en ZP3, le Ministère dans son guide sur la publicité précise que la combinaison des articles évoqués relève d'une erreur rédactionnelle qui va être corrigée (il demande expressément de ne pas l'appliquer à la page 46 du guide).
- pour ce qui concerne la publicité sur le mobilier urbain en ZP4, la commune dispose du pouvoir d'implanter ou non du mobilier urbain y compris numérique supportant de la publicité. Si les élus ne le souhaitent, il n'y aura aucune installation sur le territoire communal.
- les enseignes lumineuses seront soumises à la même plage d'extinction que les publicités et préenseignes pour avoir une unique plage d'extinction sur l'ensemble du territoire communal.
- les enseignes numériques n'ont pas été interdites mais elles seront toutefois fortement encadrées pour en limiter la pollution. De plus, juridiquement, il semble fragile d'interdire totalement cette forme d'enseignes.
- la commune a fait le choix d'harmoniser les enseignes scellées au sol en privilégiant des formats de type « totem » afin de préserver des points de vues de qualité.
- la commune est peu concernée par les enseignes temporaires, la réglementation nationale est suffisante pour assurer un cadre de vie de qualité.



Paysages de France

Association agréée dans le cadre national au titre des articles L141-1, R141-2 à R141-20 du Code de l'environnement et agréée par le ministère de la Justice au titre de l'article 54.1° de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971

SIRET 408 613 859 00029

Comité d'honneur :

- Arcabas †, artiste-peintre
- Gilbert Durand †, philosophe
- Alain Finkielkraut, philosophe, membre de l'Académie française
- Albert Jacquard †, généticien
- Louédin, artiste-peintre
- Michel Maffesoli, sociologue
- François Morel, artiste
- Edgar Morin, sociologue
- Hubert Reeves, astrophysicien

Projet de RLP de Frontignan-La Peyrade

Les demandes de Paysages de France

Le projet de RLP est concis et clair, devant permettre une application facile. On peut cependant regretter l'absence d'un tableau synthétique regroupant les principales propositions par zone, ce qui aurait facilité la lecture.

Certaines mesures montrent clairement la volonté des élus de Frontignan de préserver ou améliorer la qualité des paysages, par exemple la limitation de surface des publicités sur mur, le respect des dispositions du Code de l'environnement en ZP1, la limitation de surface des bâches publicitaires ou l'interdiction des enseignes sur toiture.

Le projet en l'état ne permet malheureusement pas d'être compatible avec une protection acceptable de l'environnement et certaines mesures doivent impérativement être revues : la possibilité d'installer des panneaux scellés au sol (publicités ou enseignes), le mobilier urbain qui pourrait rester éclairé toute la nuit, des plages d'extinction nocturne non harmonisées. Enfin, il est absolument nécessaire de réglementer les enseignes temporaires qui peuvent générer une pollution visuelle maximale.

Les mesures demandées par Paysages de France sont tout à fait réalisables pour une collectivité :

- qui aspire à protéger ses habitants de l'agression publicitaire
- qui souhaite s'engager résolument dans une démarche de transition écologique
- qui a la volonté de rééquilibrer la concurrence entre les petits commerces de centre ville et les grandes surfaces
- qui ne se contente pas de discours mais donne l'exemple à suivre à ses habitants alors que « la planète brûle »
- qui veut lutter contre l'incitation perpétuelle à la surconsommation et au gaspillage (l'une des causes majeures de la destruction des ressources de la planète)

Ces mesures sont réalistes car :

- elles permettent le développement économique et la liberté d'expression pour les annonceurs
- elles leur donnent la possibilité de faire la promotion de leurs produits
- elles leur permettent d'indiquer par des préenseignes leurs établissements
- elles autorisent la collectivité à utiliser du mobilier urbain pour communiquer de manière raisonnable avec ses administrés.

Mesures demandées par l'association Paysages de France, voir tableau ci-dessous.

	Nos demandes	Leurs justifications
Prévenir les risques d'installation de nouveaux types de publicités	Interdire tout dispositif autre que ceux explicitement mentionnés dans le RLP	De nouvelles formes de publicité risquent d'apparaître dans les années prochaines. Il sera impossible de les interdire si cette précision n'est pas apportée.
Publicités scellées au sol	En ZP 4: Interdites	Les panneaux scellés au sol sont la pire pollution visuelle existante (« coups de poing atroces dans le paysage » selon Michel Serres). En agglomération, les espaces disponibles sur mur ou clôture sont suffisamment nombreux pour y installer de la publicité.
Publicités lumineuses (hors numérique)	En ZP 4 : extinction de 22 h à 6 h, comme en ZP 3	La transition écologique impose une réduction du gaspillage énergétique. Une plage d'extinction des publicités lumineuses commune à toutes les zones présente l'avantage de la cohérence et facilite l'application.
Publicités numériques	Interdites (sauf zone commerciale, 1 m² maximum)	Les publicités numériques sont les plus agressives, accidentogènes, consommatrices d'énergie. Les élus ne doivent pas imposer aux habitants ce genre de dispositif, sauf dans des secteurs très limités. Créer éventuellement une nouvelle zone (zone d'activités) qui serait la seule à pouvoir accueillir de la publicité numérique.
Publicité sur mobilier urbain	En ZP 3 : interdite	En vertu des dispositions combinées des articles R.581-42 et R.581-31, la publicité sur mobilier urbain est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants
Publicité sur mobilier urbain	En ZP 4 : - Appliquer une règle de densité - Interdiction du numérique (sauf éventuellement zone commerciale) - Extinction de 22 h à 6 h (comme pour tous les autres dispositifs lumineux)	Grenoble a supprimé ces dispositifs, ce qui montre qu'une collectivité peut se passer de ces dispositifs. Le nombre de dispositifs doit être limité, des règles de densité fixées. L'extinction est justifiée par la lutte contre le gaspillage énergétique et surtout l'inutilité flagrante de l'allumage toute la nuit et la pollution du ciel nocturne ainsi créée.
Enseignes lumineuses	Eteintes une heure après la fermeture et rallumées une heure avant l'ouverture	Les enseignes éclairées alors que l'activité a cessé sont détournées à des fins publicitaires. Leur éclairage n'a aucune justification. Le gaspillage énergétique et la pollution du ciel nocturne doivent être limités.
Enseignes numériques	Interdites	Le gaspillage énergétique et la pollution lumineuse ne permettent plus d'installer ces dispositifs, les plus agressifs qui soient, même si leur surface est limitée à 1 m².
Enseignes scellées au sol	Interdites, sauf si l'enseigne sur façade n'est pas visible de la voie publique	Ces enseignes font double emploi avec les enseignes sur façade. Ajoutées aux panneaux publicitaires, elles créent des zones répugnantes autour des grands centres commerciaux.
Enseignes temporaires de moins de 3 mois (opérations exceptionnelles)	Appliquer les dispositions concernant les enseignes permanentes (RNP)	Pas de limitation de surface dans le Code de l'environnement. Les grandes surfaces utilisent ces dispositifs en faisant succéder les opérations exceptionnelles (promotions, 3 pour le prix de 2...) toute l'année.
Enseignes temporaires de plus de 3 mois (immobilier)	Appliquer les dispositions concernant les enseignes permanentes (RNP)	Le Code de l'environnement permet l'installation de panneaux de 12 m² scellés au sol, sans limite de hauteur. Les agences immobilières laissent très souvent les dispositifs en place après la fin de l'opération, transformant de fait ces enseignes en publicités.

Remarques issues du registre en mairie

Le registre mis à disposition en mairie de Frontignan n'a fait l'objet d'aucune remarque de la part des habitants.



Pierre Boulidoire
Maire

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

24 AVR. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

